



Distribution: générale

Date: 2 février 2018

Original: anglais

Point 6 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2018/6-A/1

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays — Pakistan (2018–2021)

Durée du projet	1er janvier 2018–31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	447 488 070 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

Aujourd'hui en pleine croissance économique et fort d'une sécurité accrue, le Pakistan consent davantage d'efforts et d'investissements pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Une malnutrition persistante, une forte vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, les effets du changement climatique et le déclin de la production et de la productivité des petits exploitants sont autant de difficultés qui devront être surmontées pour atteindre l'objectif de progrès socioéconomique que s'est fixé le Gouvernement pakistanais. Seuls des fondements solides, comme une population en situation de sécurité alimentaire, bien nourrie, instruite et en bonne santé, la stabilité, le respect de l'égalité des sexes et de bonnes possibilités de subsistance peuvent favoriser la prospérité du sixième pays le plus peuplé du monde.

Le plan de développement national – Vision 2025 – reposant sur l'idée que la ressource la plus précieuse du Pakistan est sa population, s'est fixé entre autres objectifs d'améliorer le capital humain et social, la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable au Pakistan (2018–2022) mettra l'accent sur la croissance économique, la sécurité alimentaire, la nutrition, la résilience, l'éducation, les moyens d'existence productifs et la protection sociale.

Fondé sur une analyse rigoureuse et des consultations approfondies, un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Pakistan a permis de recenser les problèmes qui font obstacle à l'élimination de la faim et de la malnutrition, et de présenter des solutions possibles. Parmi les défis à relever, on peut citer la nécessité d'adopter une approche globale et intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition face à une population en phase de croissance et d'urbanisation rapides, et d'investir dans des approches économiquement rationnelles dont les générations futures pourront tirer profit.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaatrud@wfp.org

M. F. Curran
Directeur de pays
courriel: finbar.curran@wfp.org

Le présent plan stratégique de pays a été conçu sur la base de cet examen stratégique et de discussions avec le Gouvernement. Il décrit le rôle que jouera le PAM dans la mise en œuvre de mesures nationales prioritaires destinées à atteindre les objectifs de développement durable 2 et 17 et évoque la poursuite de la transition entre les activités d'assistance humanitaire et celles menées pour aider le Gouvernement à renforcer ses capacités nationales. Au carrefour de l'assistance humanitaire et du développement, l'action du PAM vise à préserver les acquis du développement face aux aléas naturels, tout en ouvrant la voie au développement.

Le plan stratégique de pays est conforme aux priorités gouvernementales et s'attache à trouver des synergies avec des partenaires pour aider le Pakistan à mettre en œuvre son programme Vision 2025, les objectifs de développement durable et d'autres priorités du Gouvernement, y compris en aidant celui-ci à s'acquitter de ses engagements concernant le respect des normes et des règles internationales. Pour ce faire, cinq effets directs stratégiques ont été définis:

- ***Effet direct stratégique 1:*** Les populations pakistanaises touchées ont rapidement accès à une alimentation et à une nutrition suffisantes pendant et après les catastrophes naturelles et les chocs (cible 1 de l'ODD 2).
- ***Effet direct stratégique 2:*** D'ici à 2022, le système de protection sociale aux niveaux fédéral et provincial permet aux populations les plus démunies, en particulier les femmes, les adolescentes et les enfants, d'avoir plus facilement et plus durablement accès à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante (cible 1 de l'ODD 2).
- ***Effet direct stratégique 3:*** La nutrition de l'ensemble de la population s'améliore, en particulier celle des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes en âge de procréer, conformément aux objectifs nationaux établis pour 2025 (cible 2 de l'ODD 2).
- ***Effet direct stratégique 4:*** D'ici à 2022, les communautés des districts exposés aux catastrophes peuvent compter sur des systèmes alimentaires plus résilients et les acquis du développement sont mieux protégés grâce à des systèmes de gestion des risques de catastrophe en place à tous les niveaux (cible 4 de l'ODD 2).
- ***Effet direct stratégique 5:*** D'ici à 2022, les systèmes fédéraux et provinciaux sont mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire et de fournir les services essentiels (cible 9 de l'ODD 17).

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Pakistan (2018–2022) (WFP/EB.1/2018/6-A/1), pour un coût total pour le PAM de 447 488 070 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Pakistan est le sixième pays le plus peuplé au monde: sa population dépasse 200 millions d'habitants et devrait atteindre 244 millions d'ici à 2030¹. L'urbanisation rapide et l'augmentation du nombre de jeunes peuvent stimuler le progrès socioéconomique du pays, si des bases solides sont jetées.
2. Le Pakistan est devenu un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) en 2008. En 2016, son produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 5,7 pour cent². Le plan de développement national Vision 2025 s'est fixé comme objectif de faire passer le revenu par habitant de 1°300 dollars à 4°200 dollars et de ramener le taux de pauvreté de 49 pour cent à 20 pour cent d'ici à 2025³.
3. Porte d'entrée de l'Asie centrale, le Pakistan jouit d'un emplacement stratégique, le long de couloirs économiques majeurs. Il borde l'Afghanistan, la Chine, l'Inde et la République islamique d'Iran. Situé entre la mer d'Arabie et l'Himalaya, et entre les montagnes arides et les plaines alluviales de l'Indus, le Pakistan subit périodiquement des inondations, des sécheresses et des tremblements de terre de grande ampleur, ce qui fait de lui le septième pays le plus exposé aux risques climatiques à long terme dans le monde⁴.
4. Les conditions de sécurité se sont considérablement améliorées et, dans le cadre d'un processus dirigé par le Gouvernement, environ 95 pour cent des 2 millions de personnes⁵ (dont 70 pour cent de femmes et d'enfants) déplacées dans les régions tribales sous administration fédérale sont rentrées, et des efforts de relèvement et de reconstruction sont en cours pour que cette situation se stabilise. Les personnes qui n'ont pas bénéficié de ce processus continueront d'avoir besoin d'une assistance jusqu'à ce qu'elles retournent aussi chez elles.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

5. Le Pakistan adhère pleinement aux objectifs de développement durable (ODD) et le programme Vision 2025 s'y conforme. Face aux progrès insuffisants qu'il avait enregistrés au regard des objectifs du Millénaire pour le développement, il devra redoubler d'efforts pour atteindre l'ODD 2, comme le souligne un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition effectué dans le pays par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et l'université Aga Khan, sous les auspices du Ministère des finances et du Coordonnateur résident des Nations Unies.
6. *Accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année.* En dépit d'une réduction marquée, de 23,3 pour cent pour 2004-2006 à 19,9 pour cent pour la période 2014-2016, la sous-alimentation au Pakistan^{6,7} est toujours considérée comme étant "modérément élevée"⁸ et le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté, passant de 35,7 millions à 37,6 millions. Le taux est plus important en milieu urbain qu'en zone rurale. La pauvreté a reculé, mais la faiblesse du pouvoir d'achat et la dynamique des marchés sont parmi les facteurs importants à l'origine de la sous-alimentation, qui est vécue différemment par les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

¹ Bilan commun de pays des Nations Unies, 2016.

² Données de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/758111507887869177/pdf/120418-WP-PUBLIC-CountrySnapshotPakistan-CompleteFinal.pdf>.

³ Le programme Vision 2025 a été adopté par le Gouvernement du Pakistan en 2014. Le revenu par habitant et les taux de pauvreté cités datent de 2013.

⁴ Indice mondial des risques climatiques, 2017.

⁵ Stratégie d'aide au retour axée sur la réinsertion durable élaborée par le Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale, 2015.

⁶ *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017*. FAO. *Renforcer la résilience pour la paix et la sécurité alimentaire*. <http://www.fao.org/3/a-I7695f.pdf>

⁷ Il n'existe pas de données ventilées par sexe fiables sur le taux de sous-alimentation au Pakistan, mais un lien a pu être établi entre les inégalités entre les sexes et la malnutrition chez les femmes et les filles (comme l'indique l'Enquête nationale sur la nutrition de 2011).

⁸ Selon le seuil présenté dans la Carte de la faim dans le monde.

7. La sous-alimentation est répartie de façon inégale, et c'est dans les provinces du Sindh, du Baloutchistan et du Khyber Pakhtunkhwa, ainsi que dans les régions tribales sous administration fédérale qu'elle est la plus répandue. Du fait de leur densité de population, les provinces du Punjab et du Sindh abritent 16 des 22 millions de femmes et d'enfants sous-alimentés que compte le pays⁹.
8. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition.* Avec un taux de prévalence de 44 pour cent – d'après les toutes dernières données officielles disponibles¹⁰, le Pakistan occupe la troisième place mondiale pour ce qui est du nombre d'enfants présentant un retard de croissance¹¹. En outre, 15 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation et 30 pour cent d'insuffisance pondérale¹². Particulièrement répandues chez les nourrissons et chez les jeunes enfants, les carences en micronutriments touchent tous les quintiles de richesse. Le Pakistan affiche une prévalence élevée pour tous les indicateurs de malnutrition¹³. Entre 2001 et 2011, la proportion d'enfants présentant une insuffisance pondérale a diminué de plus de 10 pour cent, mais le taux de retard de croissance a augmenté de 13 pour cent, et le taux d'émaciation est passé de 14,3 pour cent à 15,1 pour cent, franchissant le seuil d'urgence de l'OMS en matière de nutrition, d'après les toutes dernières données officielles disponibles¹⁴. Le double fardeau de la malnutrition¹⁵ est une nouvelle source d'inquiétude, puisque 40 pour cent des femmes sont en surpoids et que l'obésité touche davantage les femmes que les hommes¹⁶.
9. Parmi les facteurs à l'origine de ces taux de malnutrition élevés, on peut citer l'impossibilité pour les deux tiers de la population de s'offrir une alimentation nutritive¹⁷, la méconnaissance des bonnes pratiques nutritionnelles, l'insuffisance des soins de santé, et le manque d'installations d'adduction d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Cette situation illustre un problème lié à l'alimentation des mères et des adolescentes, comme en atteste le taux d'insuffisance pondérale d'au moins 18 pour cent chez les femmes en âge de procréer enregistré en 2013¹⁸.
10. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits exploitants.* La majorité des agriculteurs pakistanais (65 pour cent en 2010) sont de petits exploitants¹⁹. Selon l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition mentionné au paragraphe 5, les petits exploitants (en raison de la diminution de la superficie des exploitations) et les métayers ont une faible productivité, leurs rendements et leurs revenus sont bas, et ils produisent à peine de quoi satisfaire les besoins caloriques de leur famille. Les ruraux sans terre sont souvent de petits éleveurs, des travailleurs journaliers ou, en particulier dans le cas des femmes, des travailleurs à domicile. L'instabilité de leurs revenus les rend sensibles aux variabilités saisonnières et donc très exposés en cas de choc.
11. La faible productivité et les bas revenus des petits exploitants et des métayers s'expliquent par leurs difficultés d'accès au crédit²⁰, leur méconnaissance de pratiques agricoles plus efficaces ou le manque de mesures pouvant les inciter à adopter de telles pratiques et la couverture insuffisante des régimes d'assurance existants. À peine 5 pour cent des ménages agricoles sont dirigés par une femme, ce qui laisse penser qu'il est difficile pour les femmes de devenir propriétaires de terres ou d'autres actifs, ou encore d'avoir accès à des services. Celles-ci ont donc peu de chance

⁹ Ministère de la planification et du développement, et Ministère des services de santé publique, de la réglementation et de la coordination. Enquête nationale sur la nutrition, 2011.

¹⁰ Enquête nationale sur la nutrition, 2011.

¹¹ UNICEF. 2015. Progress Report 2013–2015, Results for Children in Pakistan, Stop Stunting.

¹² Enquête nationale sur la nutrition de 2011 (absence de données ventilées par sexe).

¹³ Rapport sur la nutrition mondiale, 2015.

¹⁴ Enquête nationale sur la nutrition de 2001 et 2011.

¹⁵ On parle de "double fardeau de la malnutrition" lorsqu'au sein d'une population, la dénutrition coexiste avec le surpoids et l'obésité.

¹⁶ Données de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Enquête sanitaire et démographique au Pakistan, 2012–2013.

¹⁷ Coût minimum du régime alimentaire, Pakistan, 2016.

¹⁸ Enquête sanitaire et démographique au Pakistan, 2012–2013.

¹⁹ Recensement agricole du Pakistan, 1990–2010.

²⁰ Hussain et Thapa. 2012. Smallholders' access to Agricultural Credit in Pakistan. *Food Security* 4:73.

d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'intervenir davantage dans la prise des décisions au sein du ménage.

12. *Systèmes alimentaires durables.* Au Pakistan, le système alimentaire actuel ne permet pas d'assurer une alimentation abordable, saine et nutritive de façon durable. En raison des mauvaises performances au niveau du stockage et du transport des récoltes, les pertes après récolte atteignent 25 à 40 pour cent²¹. Le système alimentaire n'est pas en mesure de résister aux fréquentes perturbations causées par les aléas naturels et les chocs, et ne s'est pas adapté aux nouvelles tendances démographiques, telles que l'urbanisation rapide. La moitié des pertes provoquées par les inondations de 2010 concernaient le secteur de l'agriculture. À l'heure actuelle, le système pakistanais de gestion des risques de catastrophe ne s'intègre pas dans un système global d'alerte rapide, ce qui aggrave les risques qui pèsent sur le système alimentaire.

Environnement macroéconomique

13. Depuis 2013, la stabilité macroéconomique du Pakistan s'améliore et son PIB s'accroît, en grande partie grâce à une politique monétaire accommodante et à une augmentation des dépenses de développement et du crédit accordé au secteur privé. D'ici à 2018, l'inflation devrait atteindre environ 4 pour cent. En prise avec de nombreux circuits favorisant la coopération régionale (notamment le couloir économique Chine–Pakistan, l'Association sud-asiatique de coopération régionale, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et les États de l'Asie centrale), le Pakistan jouit d'un grand potentiel économique. Les mesures de soutien des prix du blé, du riz et du sucre ont des répercussions plus importantes sur les prix que sur les fluctuations des taux de change, notamment depuis que les importations d'aliments de base ont été limitées²². Les secteurs non agricoles se développent, en particulier ceux des services, de l'industrie manufacturière et des technologies²³.
14. Avec des recettes fiscales qui représentent à peine 12,6 pour cent du PIB (parmi les plus faibles de l'Asie du Sud), le recul récent des envois de fonds et l'augmentation des obligations au titre du service de la dette, le Pakistan manque de ressources à investir dans le développement²⁴. Bien que 94 pour cent des 61 millions d'actifs que compte le Pakistan travaillent, nombreux sont ceux qui gagnent moins que le salaire minimum; en outre, au moins 70 pour cent (principalement des femmes) sont employés dans l'économie informelle qui est vulnérable aux chocs économiques²⁵. La population active compte à peine 24,8 pour cent de femmes²⁶, lesquelles sont par ailleurs soumises à des contraintes sociales; ce niveau d'inégalité élevé entre les sexes n'est pas sans rapport avec un PIB par habitant relativement bas²⁷.

Principaux liens intersectoriels

15. *Réduction de la pauvreté.* La pauvreté multidimensionnelle a diminué, passant de 55 pour cent à 39 pour cent²⁸ entre 2004–2005 et 2014–2015 grâce aux investissements consentis dans les domaines de la protection sociale et de la création d'emplois pour lutter contre la pauvreté. Le Gouvernement vise à réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici à 2025, mais un coefficient de Gini de 0,307 en 2015 témoigne d'une croissance irrégulière²⁹. Bien qu'elle figure au cœur des priorités du pays, la réduction effective de la pauvreté n'a pas entraîné d'améliorations comparables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et n'a pas bénéficié également aux hommes et aux femmes.

²¹ Indice de la sécurité alimentaire dans le monde, 2016.

²² Hyder et Shah. 2004. Exchange Rate Pass-through to Domestic Prices in Pakistan, State Bank of Pakistan Working Paper Series, juin 2004 (no 5).

²³ Enquête économique du Pakistan, 2016–2017.

²⁴ Banque d'État du Pakistan, The State of Pakistan's Economy 2016–2017, Q3.

²⁵ Bilan commun de pays des Nations Unies, 2016.

²⁶ Organisation internationale du Travail, ILOSTAT.

²⁷ Forum économique mondial. 2015. *The Case for Gender Equality*. Disponible à l'adresse: <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015/the-case-for-gender-equality/>.

²⁸ Indice de la pauvreté multidimensionnelle, 2016 (les données relatives à la pauvreté ne sont pas ventilées par sexe).

²⁹ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Rapport sur le développement humain, 2016.

16. *Éducation.* Si les taux de scolarisation et de poursuite des études sont en hausse, il n'en reste pas moins que 22,6 millions d'enfants âgés de 5 à 16 ans (12,1 millions de filles et 10,5 millions de garçons) ne vont pas à l'école³⁰. Des disparités importantes existent en fonction du sexe, de l'emplacement géographique, de l'origine ethnique et de la situation socioéconomique.
17. *Santé.* Malgré des indicateurs de santé favorables, des problèmes importants persistent au Pakistan et les investissements sociaux dans ce domaine restent maigres, au détriment de la nutrition de la population. Les maladies non transmissibles sont responsables de plus de la moitié de la mortalité et de la morbidité évitables au Pakistan. Chez les enfants de moins de 5 ans, les principales causes de décès sont les infections respiratoires aiguës, la malnutrition et la diarrhée. Les services d'adduction d'eau, d'assainissement et d'hygiène se sont améliorés, mais nombreux sont ceux qui n'ont pas encore accès à des sources d'eau salubre ni à des toilettes.
18. *Problématique hommes-femmes.* Bien que l'autonomisation des femmes progresse, le Pakistan ne se classe qu'au 143^e rang de l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes³¹. L'exclusion et la violence subies par les femmes nuisent aux progrès socioéconomiques, gênent l'accès à l'alimentation et font obstacle à l'amélioration de la nutrition chez les femmes et leur famille. L'Assemblée nationale du Pakistan³² ne compte que 20 pour cent de femmes³³, et 21 pour cent des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, ce qui réduit les perspectives qui pourraient s'offrir à elles et pèse sur l'insécurité alimentaire³⁴.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

19. Fondé sur une analyse rigoureuse et des consultations approfondies menées avec les acteurs fédéraux et provinciaux, l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Pakistan a mis en évidence un certain nombre d'insuffisances et de problèmes.
20. Ainsi, des lacunes persistent dans les politiques relatives à la sécurité alimentaire, qui sont axées pour la plupart sur la disponibilité et sur la production alimentaires, et non sur l'accessibilité qui est un facteur majeur d'insécurité alimentaire. Il n'existe pas de politiques agricoles et foncières qui promeuvent une croissance agricole inclusive, en particulier pour les petits exploitants, et permettent aux travailleurs du secteur agricole, y compris aux femmes, de posséder des moyens d'assurer leur subsistance au même titre que les hommes.
21. Parmi les problèmes relatifs à la mise en œuvre, on peut citer le manque de financements, de cadres réglementaires, d'exécution et de suivi. Les dépenses publiques consacrées à la santé et à l'éducation sont faibles. L'examen stratégique a recommandé que le Gouvernement réaffecte des fonds destinés à la subvention des prix à des programmes visant à accroître la productivité agricole, à aider les petits exploitants et à améliorer la nutrition par le biais de la protection sociale. Ces allocations budgétaires se fonderaient sur des approches rationnelles fondées sur des éléments probants, intégrant une planification et une budgétisation adaptées, à l'intention des personnes démunies, notamment des femmes.
22. La collecte de données demeure limitée en termes de fréquence, de cohérence, de couverture, et de ventilation par âge et par sexe. L'examen stratégique préconise la mise en place d'un système de suivi de la sécurité alimentaire qui regroupe les informations sur la production et sur les marchés, et qui permette de ventiler les données sur les personnes les plus démunies pour dresser un tableau complet, analyser les tendances et donner rapidement l'alerte.
23. Les stratégies récemment adoptées en matière de nutrition à l'échelle des provinces doivent être mises en œuvre. La coordination multisectorielle pourrait être améliorée pour trouver des solutions au manque d'aliments nutritifs abordables, sensibiliser davantage aux bienfaits d'une alimentation variée et à l'utilité de pratiques d'alimentation adaptées, et renforcer l'accès aux

³⁰ Statistiques sur l'éducation au Pakistan, 2015-2016.

<http://library.aepam.edu.pk/Books/Pakistan%20Education%20Statistics%202015-16.pdf>, <https://data.unicef.org/country/pak/>

³¹ Indice mondial des disparités entre hommes et femmes, 2016. L'examen a été mené dans 144 pays.

³² Le Parlement du Pakistan comprend le Président, l'Assemblée nationale et le Sénat.

³³ Base de données sur la femme dans les parlements nationaux.

³⁴ Pakistan Social and Living Standards Measurement, 2010–2011 (Enquête sur le niveau social et les conditions de vie au Pakistan, 2010-2011); statistiques sur les mariages d'enfants de l'UNICEF.

- services d'adduction d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Bien que les investissements consacrés à la nutrition augmentent, les allocations budgétaires restent limitées.
24. Les filets de sécurité existants tentent d'apporter une réponse au problème de la pauvreté, mais ne sont pas conçus pour améliorer la sécurité alimentaire ou la nutrition. Il est néanmoins possible de les modifier pour les rendre plus productifs, plus protecteurs et mieux adaptés aux besoins des citoyens pauvres et des ruraux sans terre.
 25. Les disparités entre les sexes persistent dans les domaines de l'éducation, de la représentation politique, de l'engagement économique et de l'accès aux ressources. Le programme Vision 2025 et d'autres politiques récentes visent à combler ces écarts afin de pérenniser les efforts déployés pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition.
 26. Les capacités de réaction aux catastrophes ont été améliorées aux niveaux national et provincial; le système pakistanais de gestion des risques de catastrophe doit toutefois être renforcé, notamment dans les domaines de l'atténuation des risques et de l'adaptation aux évolutions du climat et de l'environnement. Pour ce faire, il faudrait adopter une planification tenant compte des risques qui mobilise les personnes les plus démunies et réponde à leurs besoins, et accroître la capacité d'exécution à tous les niveaux.
 27. Le système alimentaire, notamment la commercialisation, la distribution, la gestion après récolte, la transformation et la création de valeur ajoutée (comme l'enrichissement des aliments), peut être sensiblement amélioré pour accroître l'efficacité et l'équité tout en respectant les normes de qualité et de sécurité des aliments, en renforçant, par exemple, les cadres réglementaires et le suivi.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

28. Le programme Vision 2025 repose sur l'idée que la population du pays constitue sa ressource la plus précieuse. Il organise le développement autour de sept grands axes: en tout premier lieu, les citoyens, puis la croissance, la gouvernance, la sécurité, l'entrepreneuriat, l'économie de la connaissance et la connectivité. Le Pakistan met également en œuvre les ODD à l'échelle nationale; l'action qu'il mène en vue d'atteindre l'ODD 2 correspond au grand axe du programme Vision 2025 relatif à la sécurité (énergie, approvisionnement en eau et sécurité).
29. La Constitution ayant été modifiée en 2010 pour transférer une grande partie de la gouvernance aux provinces, celles-ci pilotent aujourd'hui de nombreuses activités de développement.
30. Pour l'exercice 2017-2018, le budget alloué au développement s'élève à environ 20 milliards de dollars (2 113 milliards de roupies pakistanaises)³⁵, soit une augmentation de 37 pour cent par rapport aux années précédentes. Bien que les investissements dans les subventions à l'agriculture et aux produits alimentaires soient importants, ils sont rarement ciblés et généralement régressifs. Le Gouvernement utilise son excédent de blé pour appuyer des initiatives de développement et des opérations humanitaires.
31. Les politiques de développement liées à la nutrition ont récemment progressé, avec la mise en place de stratégies multisectorielles provinciales en faveur de la nutrition, la loi sur la protection de l'allaitement maternel et de la nutrition infantile, la loi sur l'enrichissement des aliments et la loi sur la limitation des mariages précoces. La coordination interinstitutions s'est améliorée depuis que le Pakistan s'est joint au mouvement Renforcer la nutrition (SUN), et le Ministère de la planification, du développement et des réformes dispose d'un secrétariat pour le mouvement SUN. Les services provinciaux chargés de la planification et du développement sont également dotés d'unités SUN qui facilitent la coordination au niveau provincial. Le Ministère des services de santé publique, de la réglementation et de la coordination a permis d'établir des alliances pour l'enrichissement des aliments à l'échelle nationale et provinciale. Ces initiatives ne mettent plus l'accent sur le traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë mais donnent la priorité à la prévention du retard de croissance, de l'émaciation et des carences en micronutriments dans le cadre d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle ayant

³⁵ Discours du Ministre des finances sur le budget, 2017.

- trait à l'agriculture, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes et l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène.
32. Bien que la Constitution du Pakistan garantisse la sécurité sociale et la satisfaction des besoins fondamentaux de tous, les dépenses de protection sociale sont modestes et la prise en charge, bien qu'elle augmente, ne dépasse pas 10 pour cent environ de la population nationale. Le Gouvernement du Punjab consacre environ un tiers de son budget à des programmes sociaux et de réduction de la pauvreté. Le programme Benazir de soutien aux revenus verse des allocations en espèces à 5,7 millions de ménages dirigés par une femme³⁶. Le programme de redistribution du Gouvernement du Punjab repose sur l'institution islamique Zakat, qui prélève une aumône légale auprès des musulmans jouissant de ressources financières importantes pour redistribuer les fonds ainsi collectés aux musulmans pauvres en situation de détresse. Le projet de politique d'éducation nationale et certains programmes d'éducation provinciaux prévoient la fourniture de repas scolaires.
 33. Le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche a élaboré une politique nationale de sécurité alimentaire visant à améliorer la production agricole et les disponibilités alimentaires. Le Gouvernement du Punjab met actuellement en place des partenariats public-privé destinés à gérer les réserves de céréales en vue de réduire les pertes de produits alimentaires et d'atténuer l'instabilité des prix.
 34. Le Pakistan a ratifié l'Accord de Paris sur le changement climatique et récemment adopté une politique à ce sujet en complément de sa politique nationale de réduction des risques de catastrophe et de son plan national de gestion des catastrophes. Les autorités chargées de gérer les catastrophes s'orientent vers une approche plus volontariste et reconnaissent la nécessité d'établir un système mieux intégré qui incorpore la mise en œuvre à l'échelle des districts et aide les communautés à renforcer leur résilience.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

35. Dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action", les services des Nations Unies au Pakistan sont coordonnés et placés sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies. Les organismes des Nations Unies intégreront leurs programmes dans le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable (2018–2022), qui tiendra compte de la transition entreprise par le PAM pour passer d'un rôle de pourvoyeur d'aide humanitaire à celui de catalyseur du développement national. Cinq des dix principaux effets directs ont trait à la sécurité alimentaire, la nutrition, la résilience, l'éducation et la protection sociale.
36. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui élabore actuellement son prochain cadre de programmation pour le Pakistan, a défini trois domaines prioritaires dans lesquels elle fournira un appui: un plan d'action national Faim zéro; la croissance économique agricole durable; et la gestion des risques de catastrophe. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) aide le Gouvernement à transposer à plus grande échelle les programmes visant à aider la population à sortir de la misère et à renforcer la résilience en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le projet de programme de pays du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour 2018–2022 est axé sur la survie néonatale et infantile, la nutrition des filles et des garçons (l'accent étant mis sur le traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë grave), l'éducation et les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. L'action du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) porte sur la prévention des crises et le redressement, l'environnement et le changement climatique. Les organismes des Nations Unies appuient collectivement le Gouvernement pakistanais.
37. La Banque mondiale appuie les mesures adoptées par le Pakistan pour réduire la pauvreté et partager la prospérité en stimulant le secteur de l'énergie et le développement du secteur privé, en venant en aide aux personnes les plus démunies, et en améliorant les services et les efforts entrepris pour connecter le pays aux marchés de la région. La Banque asiatique de développement aide le Pakistan à développer son infrastructure et à réformer ses institutions; à cet effet, elle apporte une assistance financière dans divers secteurs: agriculture et développement rural,

³⁶ <http://bisp.gov.pk/cash-grant/#objective946d-4435> (dernière consultation le 3 août 2017).

approvisionnement en eau et autres types d'infrastructure et de services urbains, gestion du secteur public et finances. Les deux banques appuient le programme Benazir de soutien aux revenus, notamment l'adoption d'une stratégie de reclassement.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

38. L'évaluation à mi-parcours de 2014 portant sur l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) (2013–2015) au Pakistan a recommandé au PAM de continuer d'appuyer le Gouvernement pakistanais lorsque cela lui était demandé. Des discussions menées avec le Gouvernement pakistanais pendant l'élaboration de l'IPSR pour 2016–2018 ont confirmé la priorité donnée à l'assistance technique.
39. Un certain nombre de recommandations issues de l'évaluation ont été adoptées pour la dernière IPSR en date, notamment celles préconisant d'aider le Gouvernement à réduire et à gérer les risques de catastrophe plus efficacement; d'expérimenter des approches innovantes en matière de produits pour prendre en charge la malnutrition aiguë; de soutenir davantage les cadres institutionnels et les programmes en matière de nutrition; d'améliorer les liens avec les programmes de protection sociale; et d'accroître la collaboration entre les initiatives portant sur l'éducation, la nutrition, le redressement rapide, les moyens d'existence et la protection sociale. Le présent plan stratégique de pays (PSP) va dans la même direction pour obtenir des résultats tangibles et égaux pour les femmes, les hommes, les garçons et les filles.
40. Le PAM a apporté un appui décisif aux réseaux SUN et contribué à donner plus d'importance à la nutrition dans les programmes nationaux³⁷. À la demande du Gouvernement, il aide le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche dans plusieurs secteurs: suivi de la sécurité alimentaire, élaboration de politiques (y compris le projet de politique nationale en matière de sécurité alimentaire) et renforcement des capacités.
41. Les résultats de l'évaluation décentralisée (disponibles au début de l'année 2018) permettront de guider la mise en œuvre du présent PSP.

2.2 Potentialités pour le PAM

42. Compte tenu des travaux engagés et des relations établies, le PAM est en mesure d'apporter une contribution importante aux plans et aux priorités du Gouvernement, au Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable et, au bout du compte, à la sécurité alimentaire et à la nutrition du peuple pakistanais. Le PAM présente en effet de nombreux atouts:
 - une position unique, au carrefour de l'assistance humanitaire et du développement, qui fait intervenir tous les échelons de l'administration et les communautés, et les secteurs public et privé;
 - l'expérience et le savoir-faire technique acquis dans le domaine de l'appui aux politiques pour assurer une mise en œuvre efficace;
 - l'aptitude à exploiter la capacité de son réseau mondial pour élaborer des solutions novatrices adaptées à la situation particulière du Pakistan; et
 - des points forts au plan de l'analyse des données, des technologies de l'information, du suivi, des remontées d'informations des bénéficiaires et des chaînes d'approvisionnement, pour améliorer l'efficacité, l'efficacité, l'équité et la transparence.
43. Grâce à l'adoption de politiques de protection sociale par le Gouvernement, le PAM peut contribuer à intégrer dans les filets de protection sociale des approches à dimension nutritionnelle adaptées aux chocs et axées sur le reclassement.
44. Les autorités provinciales reconnaissent que les programmes de repas scolaires peuvent contribuer à atteindre les buts recherchés dans le domaine de l'éducation et, s'ils sont bien conçus, dans ceux de la nutrition et de l'égalité des sexes. Le PAM a acquis une vaste expérience, au Pakistan et dans le monde entier, dans l'élaboration et l'exécution des programmes de repas scolaires.

³⁷ Comme le souligne l'évaluation à mi-parcours de l'IPSR (2013-2015) menée en 2014.

45. Compte tenu de l'action qu'il a menée pour accroître l'efficacité des interventions nutritionnelles (appui aux cadres et aux politiques en matière de nutrition, mise en œuvre d'activités et production de données factuelles) et de l'expérience qu'il a acquise dans la production d'aliments nutritifs au niveau local, le PAM est bien placé pour participer à la prochaine phase des initiatives nutritionnelles du Gouvernement pakistanais.
46. L'expérience du PAM en matière d'interventions d'urgence et de partenariat avec les autorités chargées de la gestion des catastrophes et le Ministère du changement climatique, facilite l'adoption d'une approche volontariste de la gestion des catastrophes, de l'adaptation au changement climatique et de la création de moyens d'existence durables – en s'appuyant sur les instruments innovants de gestion des risques mis au point par le PAM. Après avoir contribué à améliorer l'infrastructure qui sert à stocker des réserves stratégiques de céréales au Punjab, le PAM a reçu d'autres demandes d'assistance technique de la part du Gouvernement pakistanais.

2.3 Réorientations stratégiques

47. Le présent PSP accélérera la réorientation des activités – déjà amorcée dans l'IPSR en cours – consistant à faire avancer les priorités du Gouvernement pakistanais, en concentrant les efforts sur le renforcement des moyens institutionnels nécessaires pour lutter contre la malnutrition persistante, sur les questions liées à la problématique hommes-femmes et sur la promotion des partenariats public-privé en faveur du développement durable, tout en préservant la capacité d'intervention d'urgence du PAM. La croissance économique du Pakistan se poursuit et le Gouvernement, doté de capacités accrues, s'emploie à prendre en charge les programmes. Dans ce contexte, le calendrier quinquennal du PSP permet d'avoir une vision à plus long terme et d'anticiper les tendances à venir en intégrant la gestion des risques de catastrophe pour renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles et aux chocs climatiques; en appuyant un système de protection sociale progressif capable de s'adapter aux changements démographiques et socioéconomiques du Pakistan, notamment à la croissance de la population urbaine et à l'augmentation du nombre de jeunes; et en renforçant les capacités d'atteindre les ODD de façon efficiente, équitable et efficace.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

48. Avec l'augmentation des investissements publics destinés à la réalisation des ODD, le présent PSP prévoit de soutenir les efforts déployés par le Gouvernement pour mettre en œuvre le programme Vision 2025 et l'ODD 2, ainsi que l'ODD 17 si cela lui est demandé. Pour ce faire, il s'efforcera d'améliorer les systèmes et les réseaux du Pakistan et de les intégrer, notamment les programmes de protection sociale, le système de santé, les systèmes de gestion des catastrophes et les structures communautaires. Le PAM contribuera à diagnostiquer les blocages et les lacunes du système existant et présentera des modèles économiquement efficaces permettant aux acteurs du secteur public et du secteur privé de transposer leur action à plus grande échelle. Le partage des bonnes pratiques et des données d'expérience entre les provinces et les régions permettra aux autorités de mettre au point des interventions appropriées, tout en renforçant la cohésion de l'action entre les autorités nationales et provinciales, et les communautés. Le PAM interviendra de moins en moins directement dans l'exécution des programmes pour agir "à la demande", notamment si une intervention humanitaire à grande échelle est requise.
49. Le présent PSP met l'accent sur les activités qui contribuent à aider les personnes les plus démunies à se libérer de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, en mettant en place les composantes nécessaires pour parvenir à l'égalité des sexes et en améliorant l'acquis nutritionnel de la génération actuelle pour réduire la malnutrition des générations futures de manière exponentielle. Ce plan stimulera les systèmes pakistanais de gestion et de réduction des risques de choc, en préservant les acquis du développement durement obtenus. Il posera les jalons d'une croissance durable et inclusive, en contribuant à atténuer les disparités entre les sexes et les écarts démographiques. Le PAM espère qu'avant la fin de la période couverte par le PSP, le Pakistan disposera des systèmes et structures de base nécessaires pour accélérer la réalisation de l'ODD 2, et aura acquis une expérience et des compétences à partager avec d'autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

50. Les effets directs stratégiques sont intrinsèquement liés les uns aux autres. Ainsi, à mesure que les capacités du Pakistan de gérer et de réduire les risques de catastrophe s'améliorent, et que les communautés voient leur résilience renforcée au titre de l'effet direct stratégique 4, le PAM devrait avoir moins besoin d'intervenir au titre de l'effet direct stratégique 1. L'effet direct stratégique 3 est axé sur la lutte contre la malnutrition, mais les effets directs stratégiques 1 et 2 contribuent également à améliorer la nutrition par d'autres voies. Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du Pakistan concerne tous les effets directs, tandis que l'effet direct stratégique 5 met l'accent sur les capacités requises pour réaliser des objectifs transversaux des ODD 2 et 17, lorsque le Gouvernement pakistanais le demande.
51. Le PSP sera harmonisé avec la stratégie du bureau de pays en matière de problématique hommes-femmes et de protection, qui est elle-même conforme à la politique (2015–2020) et au plan d'action du PAM dans ce domaine, l'égalité des sexes devenant ainsi un impératif stratégique. Le PAM s'emploiera à mobiliser les femmes, les hommes, les filles et les garçons, selon des modalités qui favorisent leur autonomisation et permettent d'obtenir des résultats équitablement répartis; il recueillera et exploitera des données ventilées par sexe et par âge pour guider l'élaboration, l'exécution et le suivi des programmes; s'il n'existe pas de données ventilées, il recommandera leur collecte et leur analyse; et il intégrera des analyses différenciées par sexe dans toutes les évaluations, les travaux de recherche et la gestion de l'information, en allouant notamment des ressources à la promotion de l'égalité des sexes et en assurant leur suivi. Le PAM élaborera ses interventions sur la base d'analyses rigoureuses afin d'atténuer les problèmes aux stades de la planification, de la conception et de la mise en œuvre, et veillera à ce qu'elles soient efficaces.
52. Les effets directs stratégiques ont été conçus à la lumière des priorités gouvernementales et de consultations menées aux niveaux national et provincial pour définir la manière dont le PAM pourrait aider le plus efficacement possible le Pakistan à réaliser l'ODD 2. Le PSP s'appuie sur l'analyse et sur les recommandations issues de l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il a également tenu compte des discussions qui ont eu lieu avec des acteurs des secteurs public et privé et de la société civile pour renforcer les partenariats en cours et en établir de nouveaux – en particulier avec d'autres organismes des Nations Unies, conformément au Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable – afin d'optimiser le rendement des investissements. Le ciblage des districts sera effectué avec le concours des autorités provinciales en prenant en compte l'analyse intégrée du contexte; il visera plus particulièrement les districts où les synergies avec d'autres activités et d'autres partenaires pourront avoir un impact tangible.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations pakistanaises touchées ont rapidement accès à une alimentation et à une nutrition suffisantes pendant et après les catastrophes naturelles et les chocs

53. Étant donné la fréquence et l'intensité accrues des catastrophes naturelles, et le rôle joué par le PAM en complément des interventions du Gouvernement et d'autres partenaires, le PAM continuera de fournir une aide de secours quand on le lui demandera dans ce contexte, il poursuivra sa politique en matière de protection humanitaire, qui préconise l'application des principes humanitaires fondamentaux et du principe consistant à ne pas nuire. Cet effet direct comprendra aussi l'appui à la stratégie d'aide au retour axée sur la réinsertion durable élaborée par le Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale (et aux plans de transition correspondants).
54. Le rôle du PAM relatif à cet effet direct devrait nettement diminuer après les deux premières années, lorsque le Gouvernement aura renforcé sa capacité de gérer les catastrophes avec ses propres systèmes. Le renforcement de la résilience communautaire bénéficiera d'un appui supplémentaire au titre de l'effet direct stratégique 4.
55. Cet effet direct contribuera à la réalisation de l'objectif 16 de l'axe IV du programme Vision 2025 qui vise à réduire l'insécurité alimentaire au moyen de mesures de secours efficaces, et l'effet direct 5 du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable, qui prévoit d'améliorer l'accès des personnes les plus démunies à la nourriture. Il est conforme au résultat stratégique 1 du PAM et à la cible 1 de l'ODD 2 sur l'accès à une alimentation suffisante.

Domaines d'action privilégiés

56. Cet effet direct est axé sur les interventions menées pour aider les personnes démunies à faire face aux crises, y compris au moyen d'activités en faveur du redressement.

Produits escomptés

57. Trois produits permettront au PAM d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante sous forme de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.
- Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante, notamment des aliments nutritifs spécialisés, pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée.
- Les populations touchées reçoivent une aide destinée à reconstituer leurs moyens d'existence et à accélérer le redressement.

Activités essentielles

Activité 1: Apporter une assistance humanitaire pour subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des populations touchées ou risquant d'être touchées par des catastrophes naturelles et des chocs.

58. En cas de catastrophe naturelle grave, si son assistance est nécessaire et demandée, le PAM apportera, durant et après la catastrophe, une aide de secours sous forme de transferts non assortis de conditions³⁸ ainsi qu'un appui au redressement rapide par le biais de transferts assortis de conditions. Il apportera également un appui à la faible proportion de ménages déplacés des zones tribales sous administration fédérale qui n'ont pas encore pu retourner chez eux. Le PAM aura essentiellement recours à des distributions alimentaires et à des transferts de type monétaire, ces derniers devant être privilégiés lorsque les marchés sont stables et l'approvisionnement suffisant, et lorsque les conditions de mise en œuvre et de sécurité le permettent. Pour lutter contre la malnutrition aiguë modérée pendant les premières phases de redressement et compléter les programmes nutritionnels à plus long terme réalisés dans le cadre de l'effet direct stratégique 3, le PAM fournira également des compléments alimentaires ciblés aux enfants de 6 à 59 mois, ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition modérée dans le cadre des programmes de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë. Il conservera sa capacité d'intervention d'urgence et appuiera des modules d'action groupée et des groupes de travail chargés de coordonner l'aide humanitaire. Le cas échéant, le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place ses filets de sécurité et d'autres dispositifs de secours. Il tirera parti des enseignements tirés de l'expérience et des analyses pour bien s'acquitter de sa responsabilité à l'égard des populations touchées et prendra en considération les besoins et les préoccupations des femmes, des hommes, des filles, des garçons et des personnes les plus démunies.

Activité 2: Lutter contre l'insécurité alimentaire et rétablir les moyens d'existence des populations touchées pendant les premières phases du redressement.

59. Le PAM appuiera la construction et la réparation des actifs communautaires grâce à des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), afin d'améliorer l'accès à l'alimentation, de favoriser un redressement rapide et de rétablir les moyens d'existence des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones touchées par des catastrophes naturelles et des chocs, notamment les ménages temporairement déplacés qui regagnent ou ont regagné les zones tribales sous administration fédérale. Ces activités seront mises en œuvre conformément au guide d'orientation du PAM relatif aux activités 3A; elles intégreront notamment l'approche à trois niveaux et encourageront la participation de nombreux représentants des communautés. Une analyse environnementale permettra de veiller à ce que la conception des activités tienne compte des problèmes écologiques. Le PAM collaborera avec ses partenaires pour encourager les femmes à participer aux projets et favoriser la parité hommes-femmes dans les comités de gestion de projet; il soutiendra activement la participation des femmes à la conception des activités, facilitera

³⁸ Le budget consacré aux transferts non assortis de conditions comprend des activités complémentaires destinées à promouvoir l'égalité des sexes.

l'exploitation et la gestion communautaires des actifs créés, et encouragera la prise de décision collective s'agissant des modalités de transfert – en espèces ou en vivres – et de la responsabilité de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages.

60. Les deux activités 1 et 2 seront mises en œuvre par des ONG dotées des capacités techniques requises, après approbation et sous la supervision des autorités gouvernementales compétentes – comme les structures gouvernementales en place de l'Autorité de gestion des catastrophes et du Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale. Le PAM collaborera avec des partenaires du secteur public et des Nations Unies, notamment, le cas échéant, la FAO, le PNUD, l'UNICEF, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), si cela lui est demandé et conformément aux accords et mandats institutionnels.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, le système de protection sociale aux niveaux fédéral et provincial permet aux populations les plus démunies, en particulier les femmes, les adolescentes et les enfants, d'avoir plus facilement et plus durablement accès à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante (cible 1 de l'ODD 2)

61. Cet effet direct vise à mettre à profit le potentiel que représentent: l'urbanisation rapide et le "déluge de jeunes" au Pakistan, lesquels pourraient constituer une main-d'œuvre productive s'ils bénéficiaient d'une nutrition et d'une éducation correctes; l'augmentation des crédits budgétaires alloués par le Gouvernement aux programmes sociaux; et la mise en place de filets de protection sociale plus progressifs – tels que les stratégies de reclassement adoptées par le programme Benazir de soutien aux revenus – afin de promouvoir l'autosuffisance des bénéficiaires. Adapter les filets de sécurité existants aux besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et des personnes démunies vivant en milieu rural, périurbain et urbain pourrait contribuer à rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition. Avec la distribution de repas scolaires dans les zones tribales sous administration fédérale, les taux de scolarisation ont augmenté de 15 pour cent³⁹, incitant ainsi les autorités provinciales à poursuivre dans ce sens.
62. À cet effet, les partenariats avec les autorités nationales et provinciales – tels que le programme Benazir de soutien aux revenus, l'Agence chargée de la protection sociale dans la province du Punjab et les services provinciaux d'éducation – et avec l'Organisation internationale du travail (OIT), sont fondamentaux. Il s'agira tout d'abord d'expérimenter des modèles de reclassement, des approches à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes, et des initiatives de repas scolaires, puis, dans un second temps, d'aider les autorités provinciales à transposer ces programmes à plus grande échelle et à les étendre à d'autres régions. D'ici à la fin de la période couverte par le PSP, le système de protection sociale du Pakistan devrait disposer d'un environnement porteur et de méthodes d'intervention qui feront de lui un moteur essentiel de la progression du pays vers la réalisation de l'ODD 2.
63. Cet effet direct contribuera à atteindre les objectifs du programme Vision 2025 visant à réduire l'insécurité alimentaire, améliorer l'éducation – notamment avec la parité des sexes dans l'éducation – et atténuer la pauvreté, et les effets directs du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable relatifs à l'amélioration de l'accès à l'alimentation et à une protection sociale efficace. Il est conforme au résultat stratégique 1 du PAM et à la cible 1 de l'ODD 2 sur l'accès à la nourriture, et contribue à la réalisation de l'ODD 1 sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la protection sociale, et de l'ODD 4 sur l'amélioration de l'éducation.

Domaines d'action privilégiés

64. Cet effet direct est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

65. Trois produits permettront au PAM d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les bénéficiaires des filets de sécurité, qui sont pauvres et le plus à risque sur le plan nutritionnel, ont accès à des aliments nutritifs pour améliorer leur nutrition.

³⁹ Organisation des Nations Unies. 2017. *One UN: Pakistan Annual Report, 2016*. http://www.un.org.pk/wp-content/uploads/2015/07/UN_report_2016_interactive_SIGNED_highres.pdf.

- Les principaux programmes de filets de protection sociale visent à s'attaquer aux besoins liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et à répondre aux besoins différents des hommes, des femmes, des garçons et des filles pauvres vivant en milieu rural et urbain pour rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition.
- Les garçons et les filles ciblés qui fréquentent les écoles primaires publiques et les adolescents scolarisés dans les écoles secondaires reçoivent des aliments nutritifs et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle pour améliorer leur nutrition et accroître la fréquentation scolaire.

Activités essentielles

Activité 3: Renforcer les dispositifs de protection sociale du Gouvernement pakistanais, comme le programme Benazir de soutien aux revenus, pour venir en aide aux ruraux et aux citoyens pauvres en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette activité se décline comme suit:

- *Appui apporté "en amont" au niveau des institutions et de l'action publique en vue de mettre à jour le système de protection sociale:* Au niveau fédéral et dans les provinces du Punjab et du Khyber Pakhtunkhwa, le PAM aidera le Gouvernement à étendre la protection sociale aux populations exposées à l'insécurité alimentaire, carencées sur le plan nutritionnel et en situation de pauvreté temporaire, en incluant des besoins spécifiques, notamment ceux liés à l'âge et au sexe, dans les critères de ciblage de filets de protection sociale tels que le programme Benazir de soutien aux revenus. Dans les provinces du Sindh et du Baloutchistan, le PAM fournira, sur demande, une assistance technique pour la conception de politiques de sécurité alimentaire et de protection sociale à dimension nutritionnelle.
- *Interventions catalytiques "en aval":* Le PAM contribuera à concevoir et à expérimenter des approches à dimension nutritionnelle et des stratégies de reclassement, et à les intégrer dans les filets de sécurité existants en tirant parti de leur potentiel pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la nutrition dues à la pauvreté et contribuer à aider les personnes démunies à sortir de la pauvreté. Les modèles de filet de sécurité à dimension nutritionnelle seront axés sur les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que sur les filles et les garçons, et l'aide sera fournie sous forme d'espèces, de vivres, ou une combinaison des deux; des aliments nutritifs spécialisés pourraient être mis au point ou adaptés pour satisfaire les besoins des personnes les plus démunies. Des interventions ciblant les différents besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons sensibiliseront les bénéficiaires aux questions de nutrition. Les modèles de reclassement seront conçus pour renforcer les moyens d'existence des populations en situation d'insécurité alimentaire vivant en milieu urbain, périurbain et rural. Le PAM a engagé des discussions avec le programme Benazir de soutien aux revenus et les autorités du Punjab et du Khyber Pakhtunkhwa où des politiques de protection sociale sont déjà en place, en vue d'expérimenter ces interventions.

Activité 4: Apporter aux autorités provinciales une assistance technique pour les programmes de repas scolaires et mettre ces programmes en œuvre, selon que de besoin.

66. Le PAM apportera aux services d'éducation des provinces des conseils sur les politiques à suivre et une assistance technique sur la conception, l'expérimentation et la gestion des initiatives de repas scolaires conduites par le Gouvernement. Cette assistance technique peut porter sur la sélection de repas appropriés, les modalités d'achat et de logistique, et la gestion de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments. S'agissant de la réinstallation des déplacés dans les zones tribales sous administration fédérale, le PAM mettra en œuvre des activités de repas scolaires et fournira une aide monétaire aux filles scolarisées dans le secondaire. À partir de 2020, le Gouvernement devrait progressivement assurer l'exécution et le financement des programmes de repas scolaires dans les zones tribales sous administration fédérale.

Effet direct stratégique 3: La nutrition de l'ensemble de la population pakistanaise s'améliore, en particulier celle des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes en âge de procréer, conformément aux objectifs nationaux établis pour 2025

67. Pour s'attaquer aux problèmes persistants de malnutrition au Pakistan, le PAM prendra des mesures immédiates visant à réduire le retard de croissance et d'autres indicateurs de malnutrition, en vue de rompre le cycle intergénérationnel qu'engendre la malnutrition. Il continuera de coopérer avec le Gouvernement et des partenaires tels que la FAO, l'UNICEF et l'OMS pour corriger les multiples facteurs qui ont des incidences sur la nutrition.
68. Le PAM transférera progressivement au Gouvernement la responsabilité de ses interventions nutritionnelles directes pour se concentrer sur des structures fondamentales, telles que l'instauration d'un environnement porteur et la mobilisation du secteur privé, et présenter des modèles permettant d'obtenir des résultats efficaces, équitables et durables. Pour venir en aide aux populations urbaines et rurales, le PAM aura recours tant aux programmes gouvernementaux qu'aux marchés commerciaux. À court terme, les activités de traitement et de prévention de toutes les formes de malnutrition cibleront les populations les plus pauvres. À moyen terme, les bénéficiaires indirects auront plus facilement accès à des aliments nutritifs et enrichis, et connaîtront mieux les bonnes pratiques nutritionnelles.
69. Cet effet direct contribuera à la réalisation de l'objectif 16 de l'axe IV du programme Vision 2025 visant à améliorer l'éducation nutritionnelle des personnes les plus démunies, et de l'effet direct 4 du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable, qui prévoit d'améliorer l'état nutritionnel. Conformément au résultat stratégique 2 du PAM et à la cible 2 de l'ODD 2, il vise à mettre un terme à la malnutrition.

Domaines d'action privilégiés

70. Cet effet direct est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

71. Quatre produits permettront au PAM d'obtenir l'effet direct attendu:
- Des mécanismes et des partenariats fonctionnels et efficaces dans tous les secteurs, tant au niveau fédéral que provincial contribuent à améliorer l'état nutritionnel de la population, en particulier celui des enfants de moins de 5 ans, des garçons et des filles et des adolescentes et des femmes en âge de procréer.
 - Les acteurs des secteurs public et privé connaissent les approches à dimension nutritionnelle destinées à améliorer l'accès de la population à des aliments nutritifs et à favoriser une consommation alimentaire adéquate, et sont en mesure de les suivre systématiquement.
 - Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments.
 - Des modèles économiquement rationnels fondés sur des éléments probants et destinés à améliorer la nutrition sont présentés aux décideurs et aux praticiens, afin de guider la conception des stratégies et des programmes pour subvenir aux besoins nutritionnels des personnes les plus démunies.

Activités essentielles

Activité 5: Aider le Gouvernement à atteindre la cible 2 de l'ODD 2 en renforçant la gouvernance et en améliorant la qualité de la mise en œuvre, la production de données probantes et l'innovation.

72. Cette activité se décline comme suit:

Gouvernance: Le PAM aidera à renforcer les capacités du Gouvernement en matière de nutrition, en appuyant le mouvement SUN, notamment le Réseau SUN du secteur privé, et les alliances nationales et provinciales en faveur de l'enrichissement des aliments; il l'aidera aussi à élaborer des politiques, des lois et une réglementation en matière de nutrition, y compris l'enrichissement des aliments, et à les faire appliquer. Le PAM encouragera également à investir dans des politiques et des programmes spécifiquement axés sur la

nutrition ou à dimension nutritionnelle qui correspondent aux besoins et aux intérêts spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

- *Mise en œuvre de qualité:* Le PAM, comme on le lui a demandé, aidera à renforcer les capacités techniques du Gouvernement en matière de prévention et de traitement de toutes les formes de malnutrition au sein des populations rurales et urbaines. Il mettra principalement l'accent sur la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments, mais il soutiendra également les efforts destinés à enrayer l'obésité et le surpoids, en particulier chez les femmes et les enfants. Il assurera la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë sous la forme d'un programme annuel qui sera complété par des activités d'urgence en cas de catastrophe naturelle et de choc, au titre de l'effet direct stratégique 1. Il transfèrera la responsabilité totale du programme de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë au Gouvernement d'ici la mi-2019. Sa priorité s'orientant alors vers la prévention du retard de croissance, il fournira, par le biais du système de soins de santé primaires du Gouvernement, des aliments nutritifs spécialisés aux enfants de moins de 2 ans et aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et des micronutriments en poudre aux enfants âgés de 2 à 5 ans. Il organisera également des campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements adaptées aux personnes les plus démunies pour améliorer les pratiques nutritionnelles. Il appuiera des initiatives d'enrichissement des aliments, telles que l'iodation universelle du sel, en partenariat avec Nutrition International et l'enrichissement d'aliments de base par le Gouvernement et des partenaires privés.
- *Production de données probantes:* Des recherches supplémentaires sur le retard de croissance et la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë seront effectuées pour fournir au Gouvernement des modalités viables pour les futurs programmes.
- *Innovations:* Le PAM s'efforcera d'établir des partenariats avec la FAO pour aider les autorités nationales et les services provinciaux chargés de l'alimentation à élaborer et à superviser un système de sécurité sanitaire des aliments et de gestion de la qualité, ainsi que des normes nationales et provinciales applicables aux aliments nutritifs enrichis et spécialisés qui soient conformes à celles en vigueur dans le secteur. Le PAM établira des partenariats avec des entités publiques et privées pour accroître rapidement la production et la commercialisation d'aliments nutritifs spécialisés en vue de lutter contre la dénutrition dans la population en général et de mettre au point des aliments nutritifs spécialisés adaptés aux adolescentes.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les communautés des districts exposés aux catastrophes peuvent compter sur des systèmes alimentaires plus résilients et les acquis du développement sont mieux protégés grâce à des systèmes de gestion des risques de catastrophe en place à tous les niveaux (cible 4 et de l'ODD 2).

73. Le PAM consolidera son expérience en matière d'assistance humanitaire et de développement au Pakistan en mettant les acquis du développement à l'abri des catastrophes naturelles et des chocs; dans le même temps, il amorcera des activités de développement pendant la phase de redressement. Il développera les capacités d'absorption et d'adaptation, tout en jetant les bases d'une résilience accrue au niveau des communautés et des institutions, et ce avant, pendant et après les catastrophes, y compris celles liées au changement climatique. Cet effet direct favorise la réorientation du Gouvernement vers une approche volontariste de la gestion des risques de catastrophe. Étant donné que les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées souffrent souvent de manière disproportionnée des catastrophes, le PAM prendra en compte la problématique hommes-femmes, l'âge et les besoins spéciaux dans les activités de renforcement de la résilience des communautés, notamment en intégrant la promotion de l'égalité des sexes dans les possibilités de subsistance et les structures de gestion des risques de catastrophe à assise communautaire. Sont prévues à cet effet la formation et l'éducation des enfants scolarisés, des enseignants, des membres des comités de gestion des écoles et des fonctionnaires locaux dans le domaine de la préparation aux catastrophes et de la planification des interventions, notamment les mesures à prendre avant, pendant et après les catastrophes.

74. Le PAM s'efforce de générer un impact vaste et durable en fournissant des données factuelles sur les approches efficaces, notamment des instruments innovants de conception des programmes et de réduction des risques, que le Gouvernement pourra intégrer dans ses plans de développement tout en augmentant progressivement les ressources humaines et financières affectées à la mise en œuvre. Avant la fin de la période couverte par le PSP, les communautés ciblées devraient disposer de systèmes alimentaires plus résilients et de meilleurs moyens de subsistance, et le système de gestion des risques de catastrophe, ainsi que les capacités gouvernementales correspondantes, devraient être renforcés pour qu'il puisse mieux faire face aux risques.
75. Cet effet direct s'inscrit dans le Cadre national pour la mise en œuvre de la politique en matière de changement climatique (2014–2030), la Politique nationale de réduction des risques de catastrophe (2013), le Plan national de gestion des risques de catastrophe (2012–2022) et l'effet direct 6 du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable qui vise à renforcer la résilience. Il est conforme au résultat stratégique 4 du PAM et à la cible 4 de l'ODD 2 sur les systèmes alimentaires durables, et contribue à la réalisation de l'ODD 17 sur les partenariats et les capacités et de l'ODD 13 sur le changement climatique.

Domaines d'action privilégiés

76. Cet effet direct met l'accent sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

77. Quatre produits vont permettre au PAM d'obtenir l'effet direct attendu:
- Des modèles de filet de sécurité capables de résister aux catastrophes naturelles et aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes et des chocs sur les personnes les plus exposées et les plus démunies.
 - Les bénéficiaires ciblés bénéficient d'une assistance pour la création d'actifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles et aux chocs, de réduire les risques et de garantir des moyens d'existence durables.
 - Un système reliant les provinces, les districts et les communautés au niveau fédéral intègre la réduction et la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des risques relatifs au climat et à l'environnement, afin d'atténuer le risque de catastrophe naturelle et de choc pour les communautés les plus exposées et les plus démunies.
 - Le système d'intervention humanitaire, y compris les acteurs gouvernementaux, locaux et internationaux, se tient prêt à réagir et dispose d'un réseau d'approvisionnement efficace pour intervenir en cas de catastrophe et protéger sans tarder les communautés les plus exposées et les plus démunies.

Activités essentielles

Activité 6: Aider l'administration publique à tous les échelons et les communautés à adopter et à mettre en œuvre un système intégré de gestion des risques climatiques.

78. Cette activité prévoit la mise en place d'instruments innovants de gestion des risques et se décline ainsi:
- Un système reliant les provinces, les districts et les communautés au niveau fédéral intégrera la réduction et la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des risques relatifs au climat, à l'environnement et à la sécurité alimentaire, afin d'atténuer les répercussions possibles sur les communautés les plus exposées et les plus démunies. Le PAM favorisera la mise au point de solutions mettant en balance sécurité alimentaire et variations climatiques, notamment en sensibilisant les fonctionnaires et le personnel des établissements universitaires locaux aux liens qui existent entre le changement climatique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
 - Un appui sera apporté au Gouvernement pour qu'il élabore une méthode globale de gestion des risques comprenant plusieurs outils destinés à adapter les interventions de gestion des risques à la situation des zones ciblées, afin de promouvoir des moyens d'existence résilients et centrés sur les communautés et de réduire l'exposition aux catastrophes naturelles et aux chocs. Parmi les exemples d'intervention, on peut citer la mise en lien, le ciblage conjoint et

l'enchaînement des activités de création d'actifs, l'amélioration de l'accès aux marchés, le renforcement des chaînes de valeur, les micro-assurances, l'augmentation de l'épargne et l'accès au crédit. Toutes ces initiatives renforceront l'aptitude des populations les plus exposées et les plus démunies à résister aux catastrophes naturelles et aux chocs ou à s'y adapter pour parvenir à une sécurité alimentaire durable par divers moyens: amélioration des ressources naturelles et des débouchés commerciaux, meilleure inclusion financière, filets de sécurité adaptés aux catastrophes naturelles et aux chocs et possibilités de prendre des risques limités. Le PAM collaborera avec des partenaires comme la FAO, suivra l'approche à trois niveaux – une triple approche impliquant une analyse intégrée du contexte, une programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et une planification communautaire participative – et contrôlera les activités pour éviter les dommages environnementaux tout en intégrant la problématique hommes-femmes.

Activité 7: Renforcer la capacité du Gouvernement et des communautés de réduire les risques de catastrophe.

79. Cette activité consistera à évaluer les capacités des autorités chargées de gérer les catastrophes et à doter le Gouvernement et les communautés d'outils pour mieux se préparer et intervenir en cas d'urgence, notamment des systèmes d'alerte précoce multidimensionnels qui permettent de surveiller les risques naturels et les chocs tant dans les zones rurales qu'en milieu urbain. Le PAM appuiera les efforts du Gouvernement visant à établir des liens entre les différents niveaux de gouvernement – fédéral, provincial, district et *tehsil* – et la communauté et prendra en compte les considérations liées à la protection, à la problématique hommes-femmes et à l'âge dans les capacités d'intervention. Il contribuera à renforcer les réseaux d'approvisionnement pour faciliter les interventions en cas de catastrophe naturelle et de choc. À cet effet, il apportera notamment un appui en ingénierie et dans d'autres domaines techniques pour la construction d'installations nécessaires aux interventions humanitaires et aux secours d'urgence, et aidera le Gouvernement à assurer la manutention, le stockage et la gestion des produits alimentaires prépositionnés qui constituent des stocks stratégiques. Le PAM continuera également d'aider le Gouvernement à mener son évaluation des risques multiples et de la vulnérabilité ou à utiliser d'autres méthodes pertinentes pour l'aider à recenser les districts les plus exposés aux catastrophes naturelles et aux chocs qui sont, par voie de conséquence, exposés à une vulnérabilité persistante et récurrente face à l'insécurité alimentaire. Cette démarche permettra de guider plus efficacement la planification et de produire des données probantes pour renforcer l'efficacité des méthodes de gestion et de réduction des risques.
80. En outre, le PAM élaborera et partagera des modèles inclusifs de gestion des risques de catastrophe en concertation avec les communautés, y compris pour les écoles, qui pourront faciliter le travail du Gouvernement et appuyer la formation des membres des communautés locales, des fonctionnaires et des travailleuses sanitaires, conformément aux priorités du Gouvernement. Il s'attachera à aider les autorités provinciales à renforcer les capacités de mise en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophe au niveau des districts.

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2022, les systèmes fédéraux et provinciaux sont mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire et de fournir les services essentiels (cible 9 de l'ODD 17).

81. Suite à l'assistance fournie par le PAM au Gouvernement du Punjab pour déterminer les moyens d'améliorer l'efficacité de son système d'entrepôt des réserves céréalières stratégiques, les autorités d'autres provinces ont fait part de leur souhait de bénéficier d'une assistance technique analogue. Ces gouvernements se rendent compte des économies importantes que peut générer l'assistance du PAM et des améliorations qu'elle peut apporter au contrôle de la qualité et des quantités. Le PAM étendra donc son assistance au diagnostic et à l'amélioration des réseaux d'approvisionnement. Si cela lui est demandé, il l'étendra aussi au renforcement des capacités dont dispose le Gouvernement pour réaliser les ODD, consolidant ainsi son partenariat avec celui-ci.
82. Cet effet direct est conforme au résultat stratégique 5 du PAM et à la cible 9 de l'ODD 17 visant à épauler le Gouvernement et à renforcer les capacités dont disposent d'autres partenaires pour réaliser les ODD.

Domaines d'action privilégiés

83. Cet effet direct est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

84. Deux produits vont permettre au PAM d'obtenir l'effet direct attendu:
- L'infrastructure des systèmes d'approvisionnement gouvernementaux (système sanitaire et entreposage des réserves stratégiques de céréales) est conçue et bâtie pour réduire les pertes et améliorer le contrôle de la qualité au profit de la population.
 - Les bonnes pratiques en matière de gestion des systèmes d'approvisionnement sont partagées afin d'assurer le stockage de produits de qualité en quantités suffisantes pour approvisionner les populations qui sont touchées par des catastrophes naturelles et des chocs ou qui se trouvent dans des situations préoccupantes depuis longtemps.

Activités essentielles

Activité 8: Renforcer les capacités du Gouvernement et des partenaires pour assurer la sécurité alimentaire et fournir les services essentiels.

85. Cette activité prévoit d'apporter une aide aux services des provinces chargés de l'alimentation pour qu'ils gèrent les réserves stratégiques de céréales de manière plus efficace. Elle consiste à apporter une assistance technique (en matière d'ingénierie et de chaînes d'approvisionnement) aux services des provinces chargés de l'alimentation, afin qu'ils améliorent leurs réserves stratégiques de céréales et en renforcent la sécurité et la qualité; à développer les capacités en matière de stockage, de manutention des produits alimentaires et de gestion des entrepôts; à élaborer un système de suivi des produits alimentaires à l'usage des services chargés de l'alimentation; et à partager les bonnes pratiques relatives aux achats de biens et de services. À la demande du Gouvernement, le PAM peut également tirer parti de ses compétences et de son expérience pour renforcer les capacités d'autres acteurs des secteurs public et privé de réaliser les ODD, y compris ceux relatifs à la santé.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

86. Étant donné que le Gouvernement a pris la conduite de l'action entreprise pour réaliser les ODD et que le PAM envisage de se retirer du pays d'ici à 2030, le présent PSP tend à inscrire les interventions dans les programmes des pouvoirs publics et des entreprises locales. Les modèles d'intervention seront élaborés conjointement avec le Gouvernement, dans l'espoir que celui-ci augmentera progressivement les ressources financières et humaines nécessaires pour renforcer ces interventions et en prendre la responsabilité à terme. Compte tenu du transfert de pouvoirs aux provinces, les investissements consentis par les autorités provinciales dans les programmes, lesquels seront dans un premier temps appuyés par le PAM avant d'être gérés uniquement par le Gouvernement, joueront un rôle essentiel pour permettre à l'organisation de se retirer sans heurt. Ainsi, le PAM favorisera le transfert de responsabilité des programmes spécifiquement axés sur la nutrition et leur intégration dans les systèmes de santé nationaux en fournissant un appui technique dans les cas où le financement des coûts opérationnels et des dépenses de personnel est prévu dans les budgets mis à disposition par le Gouvernement dans le cadre de son processus de planification et de budgétisation. Après la période couverte par le PSP, le PAM apportera essentiellement au Gouvernement une assistance technique pour l'aider à optimiser et adapter les systèmes et les approches institutionnels, en vue d'accélérer les progrès socioéconomiques du Pakistan. Il pourra également faciliter le partage de l'expérience et des compétences avec d'autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

4. Modalités d'exécution**4.1 Analyse des bénéficiaires**

87. Le nombre de bénéficiaires directs au titre de l'effet direct stratégique 1 devrait diminuer pendant la mise en œuvre du PSP conformément aux priorités du Gouvernement. Bien que les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 2 visent à réduire les inégalités entre les sexes, davantage de garçons en sont bénéficiaires car ils sont plus nombreux à être scolarisés. Le nombre plus élevé de femmes et de filles bénéficiant des activités prévues au titre de l'effet direct stratégique 3 témoigne de la priorité donnée aux besoins nutritionnels particuliers des adolescentes et des femmes en âge de procréer.

88. Le PSP ayant mis l'accent sur le renforcement des capacités, le nombre de bénéficiaires indirects de l'assistance du PAM devrait être important, puisqu'il s'agit des personnes pouvant tirer profit des actifs communautaires créés, de l'amélioration des critères de ciblage des filets de protection sociale, des capacités gouvernementales consolidées pour la mise en œuvre d'activités relatives à la nutrition, à la gestion des risques de catastrophe et aux repas scolaires, et de l'amélioration des politiques, des institutions et des réserves stratégiques de céréales.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activités	Femmes et filles	Hommes et garçons	Total
1	Assistance humanitaire	455 700	474 300	930 000
	Redressement	882 000	918 000	1 800 000
2	Mécanismes de protection sociale	16 300	7 200	23 500
	Repas scolaires	325 500	424 300	749 800
3	Nutrition	2 484 100	1 132 600	3 616 700
4	Gestion intégrée des risques climatiques	59 000	61 000	120 000
	Réduction des risques de catastrophe	219 000	228 000	447 000
5	Appui apporté aux ODD	-	-	-
Total		4 441 600	3 245 400	7 687 000

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

Type d'activité	Effet direct stratégique 1				Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3					Effet direct stratégique 4		
	Activité 1			Activité 2	Activité 3			Activité 4			Activité 5					Activité 6	Activité 7	
	Distribution générale de vivres	Activités 3A	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë		Filet de sécurité à dimension nutritionnelle	Adolescentes	Protection sociale-moyens d'existence	Repas scolaires (enfants des écoles maternelles et primaires)	Repas scolaires (enfants des écoles primaires)	Repas scolaires (collégiennes du deuxième cycle)	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë		Prévention du retard de croissance/des carences en micronutriments					Gestion intégrée des risques climatiques
			Enfants de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes							Enfants de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Enfants de 6 à 23 mois	Enfants de 24 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes			
	Vivres	Vivres et transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres et transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Céréales	444	444			444													
Légumes secs	44	44			44													
Huile	25	25			25					13								
Sel	1	1			1													
Biscuits à haute teneur énergétique	75								75	75								
Aliments prêts à consommer (Wawa Mum)	50					50							50					
Aliments prêts à consommer (Acha Mum)			100									100						
Supplément nutritif à base de lipides (Mamta)	75			150			20*						150			50		
Micronutriments en poudre														1				
Total	714	514	100	150	514	50	20		75	88			150	50				
Total kcal/jour	2 141**	1 880	520	780	1 880	260	104		338	452			520	780	260	0	260	

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ																		
Type d'activité	Effet direct stratégique 1					Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3					Effet direct stratégique 4	
	Activité 1				Activité 2	Activité 3			Activité 4			Activité 5					Activité 6	Activité 7
	Distribution générale de vivres	Activités 3A	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë		Activités 3A	Filet de sécurité à dimension nutritionnelle	Adolescentes	Protection sociale– moyens d'existence	Repas scolaires (enfants des écoles maternelles et primaires)	Repas scolaires (enfants des écoles primaires)	Repas scolaires (collégiennes du deuxième cycle)	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë		Prévention du retard de croissance/des carences en micronutriments			Gestion intégrée des risques climatiques	Réduction des risques de catastrophe
		Enfants de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes								Enfants de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Enfants de 6 à 23 mois	Enfants de 24 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes			
	Vivres	Vivres et transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres et transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
% kcal d'origine protéique	14,2	14,8	10	10	14,8	10	10		11	8,3		10	10	10	0	10		
Transferts de type monétaire (dollar/famille/mois)		57			57			57/286***			9,5						57/20****	57
Nombre de jours d'alimentation	60	90	90	120	90	360	360	90	198	198/150*****	270	90	120	360	360	180	90	90

* Un nouveau produit sera spécifiquement mis au point pour les adolescentes. On estime que chaque fille recevra un colis de 20 grammes trois fois par semaine. Les quantités proposées sont calculées à partir d'estimations et peuvent être modifiées.

** La valeur en kilocalories est calculée sur la base d'un assortiment alimentaire de céréales, légumes secs, huile végétale, sel iodé et produits alimentaires spécifiques en fonction de l'âge (*Wawa Mum*, supplément nutritif à base de lipides *Mamta*, biscuits à haute teneur énergétique), selon les besoins énergétiques.

*** Les ménages sélectionnés recevront une assistance ponctuelle à titre d'incitation pour passer aux activités d'appui aux moyens d'existence.

**** Les participants recevront 57 dollars par mois pour leur travail en matière de création d'actifs; une prime d'assurance unique de 20 dollars par participant est inscrite au budget.

***** 198 jours d'alimentation sur place et 150 jours de rations à emporter pendant l'année scolaire. Pour inciter les enfants à poursuivre leurs études, une ration à emporter de 4,5 kilogrammes leur sera distribuée tous les deux mois pour 150 jours, soit 13 grammes par enfant et par jour.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de vivres/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	69 269	27 707 475
Légumes secs	6 858	2 782 226
Huile et matières grasses	21 677	19 076 116
Aliments composés et mélanges	50 412	96 376 426
Autres	416	6 138 541
Total (vivres)	148 632	152 080 784
Transferts de type monétaire	–	63 244 470
Total (valeur des vivres et des transferts de type monétaire)	148 632	215 325 254

89. Le PAM aura recours aux transferts de type monétaire là où les marchés sont stables et suffisamment approvisionnés. Il tiendra également compte des résultats des analyses différenciées par sexe et des évaluations des problèmes de protection. En revanche, il préférera les distributions de vivres si les marchés locaux ne garantissent pas un approvisionnement adéquat en aliments sains et nutritifs et si un assortiment alimentaire ou des aliments nutritifs spécialisés sont indispensables à la réalisation de l'effet direct.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

90. Le principal objectif du PSP consiste à aider le Pakistan à conduire et à poursuivre l'action qu'il a entreprise pour réaliser les ODD. Toutes les activités visent donc à faciliter l'action du Gouvernement et à renforcer les établissements universitaires et les ONG locales partenaires, conformément aux priorités du Gouvernement. À la demande du Gouvernement, le PAM aidera celui-ci à échanger des connaissances, des données d'expérience et des compétences dans le cadre de la coopération Sud-Sud avec d'autres pays, notamment la Chine et son centre d'excellence du PAM.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

91. Le PAM fournira une large gamme de services pour accroître les capacités nationales du Pakistan en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Il se concentrera sur les activités permettant d'aider le Gouvernement, à sa demande, à améliorer le réseau d'approvisionnement en établissant des installations d'entreposage au niveau des provinces, des divisions et des districts. L'une des grandes priorités consistera à réduire les pertes de produits alimentaires grâce à une chaîne d'approvisionnement efficace, en permettant au Gouvernement d'établir des réserves stratégiques de céréales.

92. Le PAM continuera d'acheter des produits alimentaires dans le pays ou à l'étranger en fonction du rapport coût-efficacité, et facilitera les importations qui transitent par les ports de Karachi pour les opérations menées en Afghanistan et au Pakistan, sous réserve de l'autorisation du Gouvernement. Les produits seront stockés dans les entrepôts gérés par le PAM disséminés dans tout le pays. La mouture du blé effectuée par des entreprises commerciales sera supervisée et tous les mouvements de vivres seront suivis en temps réel. Chaque fois que le PAM optera pour les transferts de type monétaire, il effectuera des évaluations de marché pour recenser les risques potentiels au niveau de la chaîne d'approvisionnement, et des prestataires de services financiers seront sélectionnés dans le cadre de ses procédures d'achat.

93. Les services d'approvisionnement seront également proposés à d'autres organismes des Nations Unies, à des ONG et à d'autres acteurs humanitaires.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

94. La taille, la structure et le profil du personnel du bureau de pays seront adaptés en fonction de la réorientation de l'action du PAM au Pakistan au cours de la période couverte par le PSP, réorientation qui prévoit d'aider le Gouvernement à mettre en place un environnement porteur, à créer des modèles fondés sur des données probantes, équitables et offrant un bon rapport coût-efficacité, et à renforcer les capacités pour permettre la réalisation des ODD 2 et 17, conformément à la réglementation applicable. Le bureau de pays procède actuellement à l'examen complet de sa structure, depuis la direction jusqu'aux bureaux auxiliaires.

4.5 Partenariats

95. En tant que responsable de la réalisation des ODD dans le pays, le Gouvernement est le principal partenaire du PAM. Le PAM maintiendra le dialogue avec les ministères des finances, des affaires étrangères, et de la planification, du développement et des réformes. À l'échelle fédérale, il établira des partenariats avec les ministères de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche, des services de santé publique, et du changement climatique, avec l'Autorité nationale de gestion des catastrophes et avec le programme Benazir de soutien aux revenus. Il collaborera également avec les services provinciaux chargés de la planification et du développement, de la promotion de la femme, de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, des forêts, de la protection sociale, et de l'administration locale et du développement rural.
96. Partenaire de confiance des acteurs internationaux du développement, le PAM contribuera à la réalisation d'objectifs communs et veillera à la transparence des investissements. Il mettra plus particulièrement sur les compétences de ses partenaires, en ayant par exemple recours à son centre d'excellence en Chine. La promotion de l'égalité des sexes sera un élément fondamental de tous les partenariats.
97. Les ONG (nationales et internationales) sont des partenaires d'exécution majeurs et seront sélectionnées pour chaque activité au moyen d'un processus d'appel d'offres; parmi les partenaires susceptibles d'aider à explorer de nouvelles possibilités, on peut citer la Société du Croissant-Rouge et Oxfam. Le PAM mobilisera des acteurs de la société civile et d'établissements universitaires, tels que l'université Aga Khan et le Centre national de recherche agricole.
98. Le PAM collaborera avec le secteur public et le secteur privé pour mobiliser leur expérience et leurs ressources financières en vue de parvenir à éliminer la faim, et attachera une importance particulière aux produits nutritifs, aux chaînes d'approvisionnement, aux moyens d'existence et aux instruments de gestion des risques.
99. Le bureau de pays participe activement à l'initiative "Unis dans l'action" et préside ou copréside actuellement les groupes thématiques de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la résilience et de la protection sociale. Il continuera de s'employer à collaborer avec l'UNICEF et l'OMS dans le domaine de la nutrition, et avec la FAO et le FIDA dans les secteurs de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence. Faisant fond sur l'engagement qu'a pris le Gouvernement de réduire la malnutrition liée à la carence en micronutriments, le PAM œuvrera en faveur de l'enrichissement des aliments en partenariat avec des services provinciaux chargés de la santé, l'initiative Micronutriments, l'UNICEF et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

100. Un plan de suivi, d'examen et d'évaluation adapté à la problématique hommes-femmes et aux besoins est en voie d'élaboration, en application du Cadre de résultats institutionnels du PAM et de la stratégie institutionnelle en matière d'évaluation; les coûts de ces travaux figurent dans le budget du portefeuille de pays. Le plan décrit dans le détail les processus de suivi et d'établissement de rapports relatifs à chaque effet direct stratégique et rationalise les interventions destinées à renforcer les capacités.
101. Des études de référence seront réalisées préalablement aux activités d'assistance alimentaire mises directement en œuvre par le PAM et aux interventions de renforcement des capacités. Le PAM effectuera un examen à mi-parcours pour identifier les défaillances puis procédera à une évaluation du portefeuille de pays en 2021 pour étudier les résultats obtenus et guider l'élaboration

des programmes futurs. Un examen des modalités de transfert est également prévu qui apportera un éclairage utile tant sur l'usage de ces modalités au PAM que sur les choix du Gouvernement et d'autres partenaires. Tous les travaux de recherche opérationnelle, y compris les études en cours sur la prévention de la malnutrition chez les adolescentes, seront publiés pour guider les opérations du PAM dans le monde. Le système de suivi, y compris les études de référence, permettra que des données pertinentes soient recueillies, ventilées par âge et par sexe, analysées et exploitées.

102. Le PAM continuera d'avoir recours aux technologies de collecte et de communication des données en temps réel pour assurer le suivi sur la base d'indicateurs et en rendre compte. Le personnel de terrain en poste dans les districts assurera un suivi régulier des opérations. Dans les zones où l'accès du personnel des Nations Unies est restreint, le PAM externalisera les fonctions de suivi pour assurer une supervision et un contrôle réguliers des activités.
103. Le PAM étudiera les possibilités d'instaurer un suivi conjoint avec d'autres organismes et avec le Gouvernement, notamment pour rendre compte des avancées du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable et aider le Gouvernement à assurer le suivi des ODD et des indicateurs nationaux.
104. Le mécanisme de remontée d'information du PAM offre aux principales parties prenantes (c'est-à-dire les bénéficiaires et les communautés touchées), et à toute personne souhaitant faire part de ses observations sur les programmes du PAM, la possibilité de donner son avis sur la qualité et l'efficacité de l'assistance fournie. Le PAM peut ainsi détecter les problèmes, notamment ceux ayant trait à la protection, à la fraude et au détournement, et améliorer ses programmes. Le cas échéant, il aidera le Gouvernement et d'autres partenaires à mettre en place ou à adapter des mécanismes semblables pour améliorer leurs opérations et renforcer la protection.

5.2 Gestion des risques

105. Le PAM évalue régulièrement les risques en fonction de la probabilité qu'ils surviennent et revoit ses plans d'atténuation des risques en consultation avec les parties prenantes. Le registre des risques institutionnels, qui est régulièrement mis à jour, continuera d'orienter les activités de préparation et d'atténuation des risques.

Risques contextuels

106. Une catastrophe naturelle de grande ampleur peut perturber les activités en détournant l'attention accordée aux activités de développement et en absorbant les ressources qui leur étaient destinées. Le présent PSP donne au PAM la flexibilité requise pour intervenir sur demande en cas de catastrophe naturelle et de choc et s'efforce d'atténuer leurs effets en renforçant la résilience des communautés et en aidant le Gouvernement à améliorer le système national de gestion des risques de catastrophe. Dans le même temps, il oriente clairement l'action dans la direction adoptée par le Pakistan pour son développement, tout en respectant les priorités du Gouvernement.
107. Le PAM poursuivra sa collaboration avec le Gouvernement, les partenaires coopérants, l'équipe de pays des Nations Unies et les communautés afin de réduire le plus possible les risques liés à la sécurité et d'autres risques. Il respectera les normes minimales de sécurité opérationnelle du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies pour atténuer les risques qui pèsent sur la sécurité du personnel.
108. Le principe consistant à "ne pas nuire", y compris aux filles et aux femmes, s'appliquera dans toutes les opérations du PAM au Pakistan. Le renforcement de la participation des communautés devrait se traduire par une amélioration de l'accès de tous aux services nécessaires.

Risques programmatiques

109. Pour réduire les déficits de financement possibles, le PAM mobilisera des bailleurs de fonds et dialoguera avec les pouvoirs publics, le secteur privé et les nouveaux donateurs pour élargir sa base de donateurs. Dans le cadre du soutien qu'il apporte au Pakistan pour aider celui-ci à réaliser les ODD, le PAM est tributaire des priorités et des engagements du Gouvernement. Pour atténuer les risques associés aux opérations menées par des ONG internationales dans le pays, le PAM continuera de renforcer ses partenariats avec des ONG locales, en développant leurs compétences techniques dans des domaines tels que la gestion financière, la programmation participative, l'établissement de rapports, le suivi et la gestion des entrepôts.

110. Une évaluation régulière des marchés, des conditions d'exploitation et des gains d'efficacité permettra de remédier aux risques opérationnels associés aux transferts de type monétaire, y compris ceux touchant la protection. L'analyse des risques environnementaux sera conduite en conformité avec la politique de 2017 du PAM en la matière.

Risques institutionnels

111. Pour minimiser les risques institutionnels, tels que les détournements ou les pertes de liquidités, il sera nécessaire d'appliquer les règles du PAM relatives à la passation des marchés et à la gestion financière, de sensibiliser les partenaires coopérants au Règlement financier du PAM, d'évaluer les prestataires de services financiers et d'informer les bénéficiaires des allocations auxquelles ils ont droit et des mécanismes de distribution. Des systèmes innovants, tels que le système de résolution rapide des problèmes et le mécanisme de remontée d'information mis à disposition des bénéficiaires, seront mis en place pour faciliter la résolution rapide de tout incident. Une gestion efficace du système d'administration des ressources humaines et des politiques en la matière permettra de réduire les risques relatifs au recrutement et aux affectations du personnel. Le bureau évaluera l'état de préparation du personnel en tenant compte de l'évolution des priorités et remédiera aux déficits de capacités grâce à la formation et au soutien assurés par le bureau régional et le Siège.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)						
Effet direct stratégique	2018	2019	2020	2021	2022	Total
1	55 802 099	50 745 314	12 594 059	22 270	10 718	119 174 460
2	21 420 117	15 938 719	18 836 249	15 006 367	13 638 215	84 839 667
3	34 947 310	35 973 469	29 891 143	29 019 776	19 890 411	149 722 108
4	8 017 549	11 439 128	15 372 660	24 041 246	22 561 407	81 431 989
5	2 633 159	3 360 575	2 924 545	2 013 439	1 388 129	12 319 846
Total	122 820 234	117 457 205	79 618 655	70 103 097	57 488 879	447 488 070

112. Le budget reflète la réorientation du PSP, qui abandonne progressivement la mise en œuvre directe des programmes d'assistance au profit de l'appui au Gouvernement. À mesure que la capacité du Gouvernement de prendre en compte et de gérer les catastrophes naturelles et les chocs s'accroît et que les programmes menés dans les zones tribales sous administration fédérale touchent à leur terme, la nécessité de l'intervention directe du PAM pour répondre aux besoins humanitaires devrait se faire moins sentir, comme le montre le budget de l'effet direct stratégique 1. Dans le même temps, l'assistance du PAM visant à améliorer la résilience du système de gestion des risques au titre de l'effet direct stratégique 4 se renforcera. Le budget établi pour l'effet direct stratégique 3 détaille les investissements requis pour réduire la malnutrition actuelle et accélérer le changement au bénéfice des générations futures; sa diminution dans le temps coïncide avec le transfert des responsabilités au Gouvernement. Celui-ci prendra également progressivement en main les activités de repas scolaires, ce qui permettra de réduire le budget de l'effet direct stratégique 2.
113. La dimension de l'égalité des sexes étant intégrée à l'ensemble du PSP, le PAM a dégagé des crédits qui seront spécifiquement affectés aux activités favorisant l'égalité entre les sexes.

6.2 Perspectives de financement

114. Le budget total du PSP s'élève à 447,4 millions de dollars. Les effets directs stratégiques seront guidés par les priorités du Gouvernement, tout en restant conformes aux intérêts des donateurs, et se prêteront à la mobilisation de fonds. Le PAM consulte actuellement les donateurs pour établir des domaines d'intervention privilégiés qui concordent avec leurs objectifs. Étant donné la persistance des besoins humanitaires et compte tenu des plans gouvernementaux relatifs aux zones tribales sous administration fédérale, les contributions destinées à financer les priorités du Gouvernement dans ces zones devraient se maintenir. La hausse des investissements publics ouvre de nouvelles perspectives au titre de tous les effets directs stratégiques.
115. Le Gouvernement du Pakistan est actuellement le deuxième donateur des opérations du PAM dans le pays et figure au premier rang mondial des gouvernements à la fois hôtes et donateurs du PAM. Au vu des résultats économiques du Pakistan et des attentes qui en résultent de la part des partenaires internationaux de développement, le PSP sera financé au moyen d'investissements gouvernementaux de plus en plus importants; le PAM continuera également de rechercher des soutiens financiers internationaux.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

116. Le bureau de pays élabore actuellement un plan de mobilisation des ressources pour financer la mise en œuvre du PSP. Le plan vise à diversifier les flux de financement, en mettant à profit les partenariats solides du PAM avec le Gouvernement et les donateurs actuels, tout en renforçant les liens existants avec les donateurs émergents et nouveaux. Le PAM mobilisera des ressources en coopération avec le Gouvernement, notamment en déposant des demandes auprès des fonds mondiaux tels que le Fonds vert pour le climat. Le plan définit les mesures qui peuvent être prises avec les donateurs en vue de s'assurer des financements plus prévisibles, souples et, de préférence, pluriannuels pour une mise en œuvre efficace et efficiente du PSP.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE PAKISTAN (JANVIER 2018–DÉCEMBRE 2022)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 1: Les populations pakistanaises touchées ont rapidement accès à une alimentation et à une nutrition suffisantes pendant et après les catastrophes naturelles et les chocs

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: réponse face à une crise

Hypothèses:

Les besoins d'assistance alimentaire des populations touchées sont recensés et communiqués en temps voulu à tous les niveaux.

Les organismes humanitaires s'engagent ensemble pour passer avec succès des secours d'urgence (nécessaires pour faire face aux catastrophes naturelles et aux chocs) à un redressement rapide, et les besoins des communautés sont jugés prioritaires et sont suffisamment pris en compte dans les stratégies et programmes de relèvement après les catastrophes naturelles et les chocs.

Le Gouvernement continue de maintenir un environnement opérationnel propice.

Des financements et des ressources suffisants sont disponibles.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Activités et produits

1. Apporter une assistance humanitaire pour subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des populations touchées ou risquant d'être touchées par des catastrophes naturelles et des chocs. (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante sous forme de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base. (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante sous forme de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante sous forme de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante, notamment des aliments nutritifs spécialisés, pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée. (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante, notamment des aliments nutritifs spécialisés, pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée. (B: Aliments nutritifs fournis)

2. Lutter contre l'insécurité alimentaire et rétablir les moyens d'existence des populations touchées pendant les premières phases du redressement. (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les populations touchées reçoivent une aide destinée à reconstituer leurs moyens d'existence et à accélérer le redressement. (A: Ressources transférées)

Les populations touchées reçoivent une aide destinée à reconstituer leurs moyens d'existence et à accélérer le redressement. (D: Actifs créés)

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, le système de protection sociale aux niveaux fédéral et provincial permet aux populations les plus démunies, en particulier les femmes, les adolescentes et les enfants, d'avoir plus facilement et plus durablement accès à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Les entités gouvernementales compétentes s'engagent et sont disposées à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de repas scolaires.
Les programmes et les politiques continuent de considérer que la nutrition est une priorité de la protection sociale.
Des ressources adéquates sont affectées et mobilisées en faveur de la planification et de l'exécution.

Indicateurs d'effet direct

Taux de scolarisation

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Taux de poursuite des études

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

3. Renforcer les dispositifs de protection sociale du Gouvernement pakistanais, comme le programme Benazir de soutien aux revenus, pour venir en aide aux ruraux et aux citoyens pauvres en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les principaux programmes de filets de protection sociale visent à s'attaquer aux besoins liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et à répondre aux besoins différents des hommes, des femmes, des garçons et des filles pauvres vivant en milieu rural et urbain pour rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les bénéficiaires des filets de sécurité, qui sont pauvres et le plus à risque sur le plan nutritionnel, ont accès à des aliments nutritifs pour améliorer leur nutrition.
(A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires des filets de sécurité, qui sont pauvres et le plus à risque sur le plan nutritionnel, ont accès à des aliments nutritifs pour améliorer leur nutrition.
(B: Aliments nutritifs fournis)

4. Apporter aux autorités provinciales une assistance technique pour les programmes de repas scolaires et mettre ces programmes en œuvre, selon que de besoin. (Repas scolaires)

Les garçons et les filles ciblés qui fréquentent les écoles primaires publiques et les adolescents scolarisés dans les écoles secondaires reçoivent des aliments nutritifs et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle pour améliorer leur nutrition et accroître la fréquentation scolaire. (A: Ressources transférées)

Les garçons et les filles ciblés qui fréquentent les écoles primaires publiques et les adolescents scolarisés dans les écoles secondaires reçoivent des aliments nutritifs et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle pour améliorer leur nutrition et accroître la fréquentation scolaire. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 3: La nutrition de l'ensemble de la population s'améliore, en particulier celle des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes en âge de procréer, conformément aux objectifs nationaux établis pour 2025.

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Les partenaires de développement s'engagent à augmenter le niveau de leur contribution conformément aux initiatives nationales en faveur de la nutrition.
Les entités nationales et provinciales compétentes du Gouvernement participent.
Les services essentiels de nutrition sont accessibles aux bénéficiaires ciblés.
Le Gouvernement continue de maintenir un environnement opérationnel propice.
Des ressources suffisantes sont disponibles.

Indicateurs d'effet direct

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement
Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité
Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement
Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération
Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)
Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)
Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**5. Aider le Gouvernement à atteindre la cible 2 de l'ODD 2 en renforçant la gouvernance et en améliorant la qualité de la mise en œuvre, la production de données probantes et l'innovation. (Prévention de la malnutrition)**

Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. (A: Ressources transférées)
Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. (B: Aliments nutritifs fournis)
Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Des modèles économiquement rationnels fondés sur des éléments probants et destinés à améliorer la nutrition sont présentés aux décideurs et aux praticiens, afin de guider la conception des stratégies et des programmes pour subvenir aux besoins nutritionnels des personnes les plus démunies. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Des mécanismes et des partenariats fonctionnels et efficaces dans tous les secteurs, tant au niveau fédéral que provincial contribuent à améliorer l'état nutritionnel de la population, en particulier celui des enfants de moins de 5 ans, des garçons et des filles et des adolescentes et des femmes en âge de procréer. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les acteurs des secteurs public et privé connaissent les approches à dimension nutritionnelle destinées à améliorer l'accès de la population à des aliments nutritifs et à favoriser une consommation alimentaire adéquate, et sont en mesure de les suivre systématiquement. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables (cible 4 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les communautés des districts exposés aux catastrophes peuvent compter sur des systèmes alimentaires plus résilients et les acquis du développement sont mieux protégés grâce à des systèmes de gestion des risques de catastrophe en place à tous les niveaux

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses:

Le Gouvernement continue de soutenir l'exécution des plans.

Les autorités chargées de la gestion des catastrophes sont associées à tous les niveaux.

Les partenaires coopérants sont capables d'assurer efficacement l'exécution et la coordination avec le PAM.

Les financements et les partenaires requis sont disponibles pour mettre en œuvre les activités de création d'actifs et de relèvement.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**6. Aider l'administration publique à tous les échelons et les communautés à adopter et à mettre en œuvre un système intégré de gestion des risques climatiques. (Adaptation au changement climatique et gestion des risques)**

Des modèles de filet de sécurité capables de résister aux catastrophes naturelles et aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes et des chocs sur les personnes les plus exposées et les plus démunies. (A: Ressources transférées)

Des modèles de filet de sécurité capables de résister aux catastrophes naturelles et aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes et des chocs sur les personnes les plus exposées et les plus démunies. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Des modèles de filet de sécurité capables de résister aux catastrophes naturelles et aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes et des chocs sur les personnes les plus exposées et les plus démunies. (D: Actifs créés)

Des modèles de filet de sécurité capables de résister aux catastrophes naturelles et aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes et des chocs sur les personnes les plus exposées et les plus démunies. (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

Les bénéficiaires ciblés bénéficient d'une assistance pour la création d'actifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles et aux chocs, de réduire les risques et de garantir des moyens d'existence durables. (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires ciblés bénéficient d'une assistance pour la création d'actifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles et aux chocs, de réduire les risques et de garantir des moyens d'existence durables. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les bénéficiaires ciblés bénéficient d'une assistance pour la création d'actifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles et aux chocs, de réduire les risques et de garantir des moyens d'existence durables. (D: Actifs créés)

7. Renforcer la capacité du Gouvernement et des communautés de réduire les risques de catastrophe. (Préparation aux situations d'urgence)

Le système d'intervention humanitaire, y compris les acteurs gouvernementaux, locaux et internationaux, se tient prêt à réagir et dispose d'un réseau d'approvisionnement efficient pour intervenir en cas de catastrophe et protéger sans tarder les communautés les plus exposées et les plus démunies. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Le système d'intervention humanitaire, y compris les acteurs gouvernementaux, locaux et internationaux, se tient prêt à réagir et dispose d'un réseau d'approvisionnement efficient pour intervenir en cas de catastrophe et protéger sans tarder les communautés les plus exposées et les plus démunies. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

Un système reliant les provinces, les districts et les communautés au niveau fédéral intègre la réduction et la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des risques relatifs au climat et à l'environnement, afin d'atténuer le risque de catastrophe naturelles et de choc pour les communautés les plus exposées et les plus démunies. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Un système reliant les provinces, les districts et les communautés au niveau fédéral intègre la réduction et la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des risques relatifs au climat et à l'environnement, afin d'atténuer le risque de catastrophe naturelles et de choc pour les communautés les plus exposées et les plus démunies. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (cible 9 de l'ODD 17)

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2022, les systèmes fédéraux et provinciaux sont mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire et de fournir les services essentiels

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Les ministères compétents continuent de donner la priorité à des systèmes efficaces de stockage des céréales.

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**8. Renforcer les capacités du Gouvernement et des partenaires pour assurer la sécurité alimentaire et fournir les services essentiels. (Renforcement des capacités institutionnelles)**

L'infrastructure des systèmes d'approvisionnement gouvernementaux (système sanitaire et entreposage des réserves stratégiques de céréales) est conçue et bâtie pour réduire les pertes et améliorer le contrôle de la qualité au profit de la population. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

Les bonnes pratiques en matière de gestion des systèmes d'approvisionnement sont partagées afin d'assurer le stockage de produits de qualité en quantités suffisantes pour approvisionner les populations qui sont touchées par des catastrophes naturelles et des chocs ou qui se trouvent dans des situations préoccupantes depuis longtemps. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateur transversal

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Indicateur transversal

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)						
	Résultat stratégique 1 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2 cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4 cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5 cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Causes profondes	Résilience	Causes profondes	
Transferts	94 793 263	58 354 559	103 991 288	54 864 251	8 837 405	320 840 765
Mise en œuvre	9 676 105	14 058 867	24 047 005	13 591 824	1 718 624	63 092 425
Coûts d'appui directs ajustés	7 431 533	7 248 233	12 545 847	8 005 887	1 011 902	36 243 402
Total partiel	111 900 901	79 661 659	140 584 139	76 461 962	11 567 931	420 176 592
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	7 273 559	5 178 008	9 137 969	4 970 028	751 916	27 311 478
Total	119 174 460	84 839 667	149 722 108	81 431 989	12 319 846	447 488 070

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance